Extrait du site UGTG.org

url :Â http://ugtg.org/spip.php?article1006

BÃ©kÃ©s : Une affaire d'hÃ©ritage, par B. Gurrey et B. Hopquin

- Dossier spÃ©cial LKP - La Gwadloup sÃ© tannou ! -

Date de parution : 29 novembre 1999

Date de mise en ligne : mercredi 4 mars 2009

Mis Ã jour le : samedi 18 juillet 2009

UGTG.org

Assis sous un Ã©lÃ©gant carbet, dans le souffle de l'alizÃ©, Roger de Jaham, 60 ans, laisse flÃ¢ner son accent crÃ©ole pour raconter le camouflet qu'il a rÃ©cemment subi : "Pour la premiÃ¨re fois de ma vie, un homme que je saluais m'a dit : "Je ne serre pas la main d'un bÃ©kÃ©."" L'homme a encaissÃ© l'humiliation, retirÃ© sa main. se voile pas la face, sait bien le lourd passif historique qui oppose les 3 000 bÃ©kÃ©s aux 400 000 autres Martiniquais. Son ancÃªtre est arrivÃ© dans l'Ã®le en 1635, comme capitaine de la milice. Il s'est enrichi sur la misÃ¨re des esclaves. Un autre aÃ¯eul, Octave, a mÃªme Ã©tÃ© jugÃ© pour les mauvais traitements qu'il infligeait Ã ses serviteurs. Le descendant a dÃ©nichÃ© rÃ©cemment les minutes du procÃ¨s dans des archives. "On ne parlait pas de l'esclavage Ã la maison. Pour nous aussi, c'Ã©tait un poids."

Mais aujourd'hui, c'est comme si rien n'avait changÃ©. Exploiteur, affameur, raciste, endogame : Roger de Jaham ne comprend pas l'opprobre que subit actuellement sa communautÃ© aux Antilles, hurle Ã "une sacrÃ©e cabale". "Nous sommes des boucs Ã©missaires, estime-t-il. Les grÃ©vistes, les mÃ©dias et jusqu'au prÃ©sident de la RÃ©publique ont pris pour cible les bÃ©kÃ©s." A ses cÃ´tÃ©s, son frÃ¨re Claude, 65 ans, veut croire qu'il ne s'agit que d'un sale moment Ã passer : "Je pense que Ã§a va s'apaiser mais dans la douleur, dans le ressentiment. Ã!a va laisser des cicatrices."

A Cap-Est, le lieu de rÃ©sidence favori des Blancs crÃ©oles de Martinique, les belles villas dominent les eaux turquoise, leurs hauts murs protÃ©geant des curieux et des jaloux. Des routes en cul-de-sac, oÃ¹ ne se rendent que ceux qui y ont Ã faire, mÃ¨nent Ã cet Ã©peron, surnommÃ© "BÃ©kÃ©land" par les insulaires. Ici, pendant la grÃ¨ve gÃ©nÃ©rale, on s'est cachÃ©, plus encore que d'habitude. Des patrouilles de police ont Ã©tÃ© renforcÃ©es.

On a beaucoup parlÃ© des bÃ©kÃ©s ces derniÃ¨res semaines. En mal ou en bien, la communautÃ© n'aime pas Ã§a. Elle est par nature discrÃ¨te, Ã©prise de secrets mÃªme, consciente que sa bonne fortune suscite la jalousie. C'est un mode de survie, un gage de durÃ©e. "Il ne faut pas se montrer arrogants, ostentatoires, rÃ©sume Claude de Jaham. Il faut rester Ã sa place comme nous l'avons fait depuis trois cent cinquante ans."

Les Jaham sont parmi les rares qui acceptent de parler. Difficile dans cette atmosphÃ¨re de camp retranchÃ© d'obtenir des confidences. "Actuellement, c'est chaud brÃ »lant. Je ne prÃ©fÃ¨re pas m'exprimer, attendre que Ã§a se tasse", explique un habitant avant de raccrocher brutalement le tÃ©lÃ©phone.

En Guadeloupe, la tension a Ã©tÃ© plus palpable encore. La foule a applaudi au rappel de la guillotine rÃ©volutionnaire qui a raccourci bien des colons Ã partir de 1793. Sur la marina de Pointe-Ã -Pitre, amarrÃ© en face de l'Islet, oÃ¹ vivent les bÃ©kÃ©s de Grande-Terre, un Pursuit, de 36 pieds et 4 couchettes, est restÃ© un mois parÃ© Ã lever l'ancre, avec Ã bord de l'eau douce et des vivres. Le bateau appartient Ã un Blanc crÃ©ole qui prÃ©fÃ¨re rester anonyme. Sa famille est rÃ©fugiÃ©e en mÃ©tropole, elle a fui la "rÃ©volution" d'Elie Domota, le porte-parole du Liyannaj Kont Pwofitasyon (LKP). Dix fois par jour, le chef de famille restÃ© sur place a tannÃ© un ami : "Tu crois que je dis Ã GeneviÃ¨ve de rester en France ?"

La caste en a vu d'autres, pourtant. Depuis le dÃ©but de la colonisation, les familles possÃ©dantes des Antilles ont connu bien des rÃ©voltes d'esclaves, bien des jacqueries d'ouvriers agricoles, des grÃ¨ves d'usines, des blocages de centres commerciaux. Elles ont Ã chaque fois laissÃ© passer ces cyclones, nÃ©gociÃ© ou fait donner les "moun bleus", gendarmes et policiers. Il y a eu des morts et des augmentations de salaires. Puis tout est rentrÃ© dans l'ordre. Le leur.

Les Hayot, Despointes, Loret, Barbotteau, Vivies, Reynal, Lucy, AubÃ©ry rÃ¨gnent sur l'Ã©conomie des Ã®les depuis toujours. Ces descendants d'aventuriers, de cadets de famille dÃ©sargentÃ©s ou mÃªme de relÃ©guÃ©s de justice ont fini par former une aristocratie qui est arrivÃ©e jusqu'Ã nous comme un anachronisme. Ils ont Ã©tÃ©

payÃ©s pour libÃ©rer leurs esclaves en 1848, ont survÃ©cu aux crises agricoles, en partie grÃ¢ce aux aides de la mÃ©tropole. Ils ont su rebondir Ã chaque mutation de la sociÃ©tÃ© antillaise, se trouver avec un savoir consommÃ© lÃ oÃ¹ Ã©tait l'argent, lÃ oÃ¹ tombaient les subventions d'un Etat qui les a toujours jugÃ©s comme ses meilleurs relais. L'esclavage a disparu mais ils sont restÃ©s les maÃ®tres, de pÃ¨re en fils.

"Les bÃ©kÃ©s Ã©taient considÃ©rÃ©s comme une donnÃ©e sociale incontournable, aussi Ã©vidente que le fait qu'il y ait des riches et des pauvres", constate AndrÃ© LucrÃ¨ce, sociologue et Ã©crivain. "C'Ã©tait un tabou, au sens fort", lÃ©vy-straussien "du terme", explique l'Ã©crivaine Suzanne Dracius. Cette femme mÃ©tisse, qui a longtemps vÃ©cu en mÃ©tropole, avait osÃ© dÃ©noncer dÃ¨s les annÃ©es 1980 l'omnipotence et les moeurs de ce groupe, dans ses romans et ses interviews. L'impudente se souvient de l'air condescendant et admiratif, du paternalisme grondeur avec lesquels ses propos finalement sans importance avaient Ã©tÃ© accueillis.

Le mouvement social a Ã´tÃ© les inhibitions du reste de la population. A la prÃ©fecture de la Martinique, un manifestant abÃ®mÃ© de fatigue et d'un peu d'alcool invectivait les nÃ©gociateurs patronaux : "Les bÃ©kÃ©s, vous Ãªtes des malpropres ! Cela fait trois cent cinquante ans que vous nous exploitez, Ã§a suffit ! Nous ne sommes plus vos esclaves. Donnez-nous ce que vous nous devez !" Dans les cortÃ¨ges de Pointe-Ã -Pitre ou de Fort-de-France, l'antienne chantÃ©e en crÃ©ole a Ã©tÃ© la mÃªme. "La Guadeloupe (ou la Martinique) est Ã nous, la Guadeloupe (ou la Martinique) n'est pas Ã eux. Une bande de profiteurs et de voleurs. Nous allons les mettre dehors." "Eux, c'est les bÃ©kÃ©s bien sÃ »r, ceux qui possÃ¨dent tout", dÃ©crypte une manifestante martiniquaise. La grÃ©viste s'emporte contre cette coterie, la rend responsable de la "vie chÃ¨re". Mais l'employÃ©e prÃ©fÃ¨re ne pas donner son nom : elle travaille au rayon boucherie d'une enseigne tenue par l'un de ceux qu'elle fustige.

Autant de bravades qui prouvent que les temps changent peut-Ãªtre, en Martinique et en Guadeloupe. "C'est la fin d'un rÃ¨gne, la remise en cause de la mainmise bÃ©kÃ©", estime l'Ã©crivain et sociologue AndrÃ© LucrÃ¨ce. DerriÃ¨res les traditionnelles demandes sur les prix et les salaires, le pouvoir de la communautÃ© est directement, nommÃ©ment contestÃ©. La dÃ©nonciation, mÃªme hurlÃ©e dans l'anonymat d'une foule, est une nouveautÃ©. "Avant, on en parlait seulement en famille", concÃ¨de un manifestant.

Les Blancs crÃ©oles doivent aujourd'hui se justifier en place publique. Ils n'aiment pas Ã§a. Ces habituÃ©s de la coulisse, qui financent la vie politique locale et mÃ©nagent leurs protecteurs Ã Paris, se retrouvent aujourd'hui exposÃ©s. Ils y rechignent par atavisme.

[Fortunes de France {JPEG}]

Bernard Hayot, la plus grande fortune des Antilles franÃ§aises, n'a jamais donnÃ© d'entretien aux mÃ©dias. AttaquÃ© de toute part pendant la grÃ¨ve, il s'est contentÃ© de secs communiquÃ©s qu'il a fait envoyer de son siÃ¨ge social. "Le bruit ne fait pas de bien, le bien ne fait pas de bruit", rÃ©pÃ¨te-t-il Ã ceux qui le pressent de parler.

Ce silence est jugÃ© mÃ©prisant quand il semble plutÃ´t embarrassÃ©. "La caste des bÃ©kÃ©s est d'autant plus montrÃ©e du doigt

qu'elle est absente du dÃ©bat", se dÃ©sole Yvon. Mais, Ã 50 ans, ce Martiniquais installÃ© en Guadeloupe prÃ©fÃ¨re lui aussi taire son nom, par crainte des reprÃ©sailles. "Vous me mettriez dans une situation catastrophique", dit-il. S'ils sont attaquÃ©s, c'est que les descendants des colons ont perdu de leur pouvoir. Leur monopole Ã©conomique est aujourd'hui entamÃ© par l'arrivÃ©e d'investisseurs mÃ©tropolitains et l'Ã©mergence dans les annÃ©es 1990 d'une grande bourgeoisie noire, mÃ©tisse, indienne ou chinoise.

Ils ne sont plus les principaux propriÃ©taires, ils gardent nÃ©anmoins une part non nÃ©gligeable du foncier en

Martinique (20 % des producteurs de bananes, blancs pour l'essentiel, assurent 80 % de la production martiniquaise). En Guadeloupe, les grandes propriÃ©tÃ©s ont Ã©tÃ© dÃ©mantelÃ©es aprÃ¨s les grandes grÃ¨ves de la canne dans les annÃ©es 1970, sur fond de revendication indÃ©pendantiste. Mais ils ont largement tirÃ© profit de la rÃ©cente spÃ©culation immobiliÃ¨re, revendant avec une jolie plus-value des terrains viabilisÃ©s sur les cÃ´tes touristiques ou au pourtour des grandes agglomÃ©rations.

Les bÃ©kÃ©s contrÃ´lent une large part de l'import-export, notamment automobile, l'essentiel de l'agroalimentaire et une part non nÃ©gligeable de la grande distribution. Le Groupe Bernard Hayot, 1,8 milliard d'euros de chiffres d'affaires et 6 000 salariÃ©s dans toute la rÃ©gion CaraÃ¯be et jusqu'en mÃ©tropole, possÃ¨de des concessions automobiles, des grandes surfaces et assure la commercialisation de multiples marques internationale. Les Despointes sont quant Ã eux propriÃ©taires des principales usines de produits alimentaires.

Il n'en fallait pas plus pour que la population les rende responsables d'un coÃ »t de la vie en moyenne 30 % Ã 40 % plus cher qu'en mÃ©tropole. "On nous dit que les prix Ã©levÃ©s sont dus aux frais de transport. Mais pourquoi les jus fabriquÃ©s sur place, le sucre de canne et mÃªme les bananes sont plus chers qu'en mÃ©tropole ?" se plaint une mÃ©nagÃ¨re, en sortant un ticket de caisse.

Le poids rÃ©el des Blancs crÃ©oles dans l'Ã©conomie antillaise suscite d'Ã¢pres dÃ©bats. "Huit familles accaparent les richesses", assure Michel Monrose, prÃ©sident du Collectif du 5 fÃ©vrier 2009, qui anime le mouvement social en Martinique. Leurs dÃ©tracteurs leur prÃªtent la haute main sur 80 % des affaires. "C'est 10 % pour faire large", rÃ©pond Roger de Jaham. "Ils assurent 30 % du PNB", tranche Patrick Lecurieux-Durival, prÃ©sident du Medef martiniquais.

En Guadeloupe, un ancien cadre de l'organisation patronale relativise Ã©galement : "Il ne faut pas exagÃ©rer l'importance des bÃ©kÃ©s, ils ne gardent que des restes." Le temps oÃ¹ cette coterie possÃ©dait les Ã©tablissements financiers, aussi bien que les entreprises auxquelles ils dÃ©livraient des crÃ©dits, est rÃ©volu. Une bonne partie de Jarry, la zone industrielle de 300 hectares oÃ¹ se trouvent le port autonome de l'Ã®le, le terminal pÃ©trolier de la Sara et le World Trade Center (le centre des affaires de Pointe-Ã -Pitre) appartient Ã des "FranÃ§ais". 50 % de la valeur ajoutÃ©e produite en Guadeloupe sont dus Ã des entreprises mÃ©tropolitaines. L'hÃ´tellerie reste bÃ©kÃ© mais sous l'enseigne de grands groupes internationaux.

Serge Letchimy, dÃ©putÃ© et maire (Parti progressiste martiniquais) de Fort-de-France, refuse d'entrer dans les querelles de chiffres, les discussions de boutiquiers. Elles masquent l'essentiel Ã ses yeux, la vraie puissance des bÃ©kÃ©s. "Ce groupe fonctionne en rÃ©seau. Sa domination obÃ©it Ã des rÃ¨gles complexes, peu lisibles pour un profane, explique-t-il. On n'est plus sur une habitation (une plantation esclavagiste) oÃ¹ le systÃ¨me Ã©conomique Ã©tait clair. Dans l'Ã©conomie urbaine, le modÃ¨le est plus Ã©laborÃ©, les mÃ©canismes de "profitation" plus compliquÃ©s." "Les bÃ©kÃ©s ne se connaissent pas tous mais ils se reconnaissent", concÃ¨de Roger de Jaham. Ils frÃ©quentent les mÃªmes Ã©glises, amarrent leurs bateaux aux mÃªmes pontons, ouvrent rarement leur maison Ã qui n'est pas du clan.

Noirs et mÃ©tis antillais reprochent aux bÃ©kÃ©s cette maniÃ¨re de vivre en vase clos, de se penser en CrÃ©oles Ã part. Il y a aussi cette fÃ¢cheuse habitude de dire "les NÃ¨gres" qui revient souvent dans la conversation, sans penser Ã mal bien sÃ »r. "Le bÃ©kÃ© est vu comme le possÃ©dant, le rÃ©actionnaire et celui qui refuse de se mÃ©langer", constate AndrÃ© LucrÃ¨ce. Roger de Jaham dÃ©nonce lÃ un poncif : "Nous sommes cinq frÃ¨res et soeurs. Nos parents ne nous ont rien laissÃ©, mÃªme pas une voiture. J'aimerais bien Ãªtre hÃ©ritier et propriÃ©taire de 500 hectares de terre, ainsi qu'on prÃ©sente tout bÃ©kÃ©." Il rappelle que la communautÃ© compte des Ã©lÃ©ments modestes, petits fonctionnaires ou marins pÃªcheurs. Au Cap-Est, Ã cÃ´tÃ© des villas imposantes, des maisons plus modestes tÃ©moignent de cette diversitÃ© sociale.

Restent des codes communs, immuables. Yvon, le bÃ©kÃ© de Guadeloupe, se rappelle les recommandations de sa "Da", la servante noire qui s'occupait de la maison : "Monsieur Yvon, c'est pas votre place de frÃ©quenter des NÃ¨gres." "Le fils bÃ©kÃ© qui "fautait" avec une Noire Ã©tait mis au ban par les autres", rappelle Roger de Jaham. Une rÃ¨gle qui perdure encore dans certaines familles. Les arbres gÃ©nÃ©alogiques s'entrecroisent Ã l'infini depuis les dÃ©buts de la colonisation. On est forcÃ©ment le cousin de quelqu'un. C'est la terreur des mÃ¨res qui, lorsque leurs filles commencent Ã flirter, redoutent la consanguinitÃ©.

Tout cela Ã©tait su mais tu. Alain Huygues-Despointes a levÃ© brutalement l'interdit. Le vieil homme d'affaires, dans un documentaire diffusÃ© par Canal+, a affichÃ© ouvertement son dÃ©goÃ »t du mÃ©tissage. Le patriarche affirmait vouloir "prÃ©server la race". Le film a Ã©tÃ© projetÃ© devant la foule Ã Pointe-Ã -Pitre et Fort-de-France. Ce fut un aiguillon supplÃ©mentaire Ã la rÃ©volte. "Lui, il a dit tout haut ce que les autres pensent tout bas", jurait une manifestante martiniquaise. Roger de Jaham a vu ruiner des annÃ©es d'efforts pour "rÃ©habiliter le bÃ©kÃ©" et rÃ©concilier sa communautÃ© avec le reste de la population. Sur un plateau de tÃ©lÃ©, en 1998, il avait assimilÃ© l'esclavage Ã "un crime contre l'humanitÃ©", avant mÃªme qu'une loi ne le fasse. Cet aveu prononcÃ© pour la premiÃ¨re fois par un descendant de colon avait fait l'effet d'un coup de tonnerre.

Mais aujourd'hui, derriÃ¨re les revendications des manifestants, le pionnier constate que suppure la plaie jamais soignÃ©e de l'esclavage. A ses yeux, les fils payent aujourd'hui les mÃ©faits des pÃ¨res, portent leur lourd hÃ©ritage. "En 1848, 65 000 esclaves martiniquais ont Ã©tÃ© libÃ©rÃ©s sans la moindre exaction. Puis on a mis un couvercle sur le chaudron. Les coutelas sortent cent soixante ans aprÃ¨s."

Acteur de la grÃ¨ve gÃ©nÃ©rale, Georges Mauvois, un professeur d'histoire, estime pour sa part que l'animositÃ© naÃ®t plutÃ´t du refus des bÃ©kÃ©s d'intÃ©grer la sociÃ©tÃ© mÃ©tissÃ©e des Antilles. "S'ils persistent Ã rester entre eux, ils courent au suicide", estime-t-il. DerriÃ¨re les murs du Cap-Est, cette thÃ©orie va Ã l'encontre de trois siÃ¨cles et demi d'habitude.

BÃ©atrice Gurrey et BenoÃ®t Hopquin
LE MONDE (01.03.09)